

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

ACCORD-CADRE À MARCHÉS SUBSÉQUENTS

AOO – 20250087001000

**PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS EN CREDIT-BAIL
POUR LES BESOINS DES HOPITAUX HAINAUT CAMBRESIS, DU
GCS SHAB ET DU GCS HOSPILINGE**












Date et heure limites de réception des offres :

16/10/2025 à 12:00

Etablissement support :

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES
Pôle Services – Cellule des marchés publics
Avenue Désandrouin – B.P. 479
59322 VALENCIENNES Cedex

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS EN CREDIT-BAIL POUR LES BESOINS DES HOPITAUX HAINAUT CAMBRESIS, DU GCS SHAB ET DU GCS HOSPILINGE
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert
	Type de contrat	Accord-cadre
	Délai de validité des offres	6 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée (période initiale)	1 an
	Reconductions	Avec (3 * 1 an)

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature	5
1.6 - Renouvellement	5
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes	5
2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	5
2.4 - Développement durable	5
3 - Conditions relatives au contrat	5
3.1 - Durée de l'accord-cadre	5
3.2 - Durée des marchés subséquents	6
3.3 - Modalités essentielles de financement et de paiement	6
3.4 - Confidentialité	6
4 - Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)	6
5 - Présentation des candidatures et des offres	7
5.1 - Pièces de la candidature (au stade de l'accord-cadre)	7
5.2 - Pièces de l'offre (au stade de l'accord-cadre)	8
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	8
6.1 - Transmission électronique	8
6.2 - Transmission sous support papier	9
7 - Examen des candidatures et des offres	10
7.1 - Sélection des candidatures	10
7.2 - Attribution de l'accord-cadre	10
7.3 - Attribution des marchés subséquents	10
7.4 - Suite à donner à la consultation	11
8 - Renseignements complémentaires	11
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	11
8.2 - Procédures de recours	11

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

AOO – 20250087001000
**PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS EN CREDIT-BAIL POUR LES BESOINS
DES HOPITAUX HAINAUT CAMBRESIS, DU GCS SHAB ET DU GCS HOSPILINGE**

Etablissements bénéficiaires :

- Centre hospitalier de Denain ;
- Centre hospitalier de Felleries-Liessies ;
- Centre hospitalier de Fourmies ;
- Centre hospitalier d'Hautmont ;
- Centre hospitalier de Jeumont ;
- Centre hospitalier de Le Quesnoy ;
- Centre hospitalier de Maubeuge ;
- Centre hospitalier de Saint-Amand les Eaux ;
- Centre hospitalier de Valenciennes ;
- GCS SHAB – Laboratoire ;
- GCS Hospilinge.

Le Centre hospitalier de Valenciennes, établissement support des hôpitaux Hainaut Cambrésis, agit en tant que pouvoir adjudicateur.

Une convention constitutive d'un groupement de commandes a également été établie avec le GCS SHAB et le GCS HOSPILINGE.

L'accord-cadre ne suppose pas nécessairement une exclusivité d'achat auprès de ses titulaires. Dans le cas d'une acquisition d'un bien / d'un service dans une centrale d'achat disposant également d'une offre de crédit-bail, les établissements bénéficiaires ont la possibilité de définir leur propre stratégie en recourant à l'un, ou à l'autre. Cela est également possible en cas d'absence de réponse à un marché subséquent.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre sans montant minimum mais avec un montant maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du code de la commande publique. Il donne lieu à la conclusion de marchés subséquents.

Montant maximum : **14 150 500,00 € H.T.** par période d'exécution.

Les marchés subséquents sont conclus sous la forme de marchés ordinaires, à prix global et forfaitaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots (absence de prestations distinctes).

L'accord-cadre est attribué à **5 opérateurs économiques maximum** (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres). Tous les participants sont ensuite considérés comme candidats pour les marchés subséquents.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
66114000	Services de leasing financier

1.6 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

La date prévisionnelle de publication du prochain avis de publicité, afin d'informer les candidats du renouvellement éventuel du contrat, est la suivante : Troisième trimestre 2029.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **6 mois** à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Aucune prestation supplémentaire éventuelle (PSE) n'est prévue.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le cahier des clauses administratives particulières (CCP). Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Il est donc attendu que tous les moyens soient mis en œuvre pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée de l'accord-cadre

Période initiale :

L'accord-cadre est conclu pour une **période initiale de 1 an**, à compter de sa date de notification.

Reconductions :

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. **Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3.** La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale de l'accord-cadre, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

La reconduction ne peut être refusée.

Au plus tôt, de manière anticipée :

Dans le cas où le montant maximum serait atteint avant le terme de la période considérée (la période initiale ou l'une des périodes de reconduction), le pouvoir adjudicateur informe par écrit ses co-contractants de la reconduction anticipée de l'accord-cadre. La durée maximale de l'accord-cadre sera ainsi réduite au prorata des mois anticipés.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

La reconduction ne peut être refusée.

3.2 - Durée des marchés subséquents

Chaque marché subséquent détermine sa propre durée (**de 3 à 10 ans**).

3.3 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement, sur le budget propre de chaque établissement bénéficiaire.

3.4 - Confidentialité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité prévue pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du cahier des clauses particulières (CCP) qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité.

4 - Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)

Au stade de l'accord-cadre :

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) de l'accord-cadre ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) de l'accord-cadre ;
- Le modèle de convention tripartite (en cas de paiement par prélèvement automatique) ;
- Le modèle d'accord de confidentialité (pour la transmission du marché subséquent fictif) ;
- Le formulaire DC1 : Lettre de candidature – Désignation du mandataire par ses cotraitants ;
- Le formulaire DC2 : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement ;
- Le dossier de consultation du marché subséquent fictif sur la base duquel seront sélectionnés les participants de l'accord-cadre.

En raison de la sensibilité des données qui s'y trouvent (documents financiers, notamment), le marché subséquent fictif est transmis sur demande après envoi via le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) de l'accord de confidentialité dûment complété, daté et signé.

Au stade des marchés subséquents :

- La lettre de consultation ;
- L'acte d'engagement (AE) du marché subséquent ;
- Le devis reprenant le coût du bien / du service à financer.

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du dossier de consultation des entreprises (DCE) sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation des entreprises (DCE) au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier de consultation des entreprises (DCE) initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation des entreprises (DCE) modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier de consultation des entreprises (DCE) par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Pièces de la candidature (au stade de l'accord-cadre)

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Formulaire DC1 : Lettre de candidature – Désignation du mandataire par ses cotraitants.	Non
Formulaire DC2 : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement.	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Certificat d'agrément ACP. (http://www.banque-france.fr/agrements-autorisations/fr/agrement/agrement.htm).	Non

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

5.2 - Pièces de l'offre (au stade de l'accord-cadre)

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
Acte d'engagement (AE) de l'accord-cadre ;	Oui
Mémoire justificatif des dispositions prévues pour l'exécution du contrat (permettant notamment d'identifier leurs modalités de gestion : organisation, identification des responsables physiques dédiés à l'exécution des prestations, coordonnées et toute information utile facilitant la gestion ainsi que leurs pratiques en faveur du développement durable : taux de financement préférentiel si l'objet du financement porte sur un bien ou un service répondant à des critères environnementaux ou de durabilité) ;	Non
Accord de confidentialité (pour la transmission du marché subséquent fictif) ;	Non
Offre technique et financière en réponse au marché subséquent fictif.	Non

Pièces complémentaires à fournir en vue de l'attribution de l'accord-cadre :

Libellés	Signature
Attestation fiscale (la dernière en date) ;	Non
Attestation sociale datant de moins de six mois ;	Non
Attestation d'assurance en cours de validité.	Non
Liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.	Non
Relevé d'identité bancaire (RIB).	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par le pouvoir adjudicateur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES
Pôle Services – Cellule des marchés publics
Avenue Désandrouin – B.P. 479
59322 VALENCIENNES Cedex

Les candidats doivent s'assurer du bon acheminement des copies de sauvegarde.

Il appartient aux candidats qui s'adressent à un transporteur de prendre toute disposition pour respecter les délais, horaires et lieu de dépôt des copies de sauvegarde. À charge pour les candidats de vérifier les obligations contractuelles d'acheminement des copies de sauvegarde auxquelles le transporteur est tenu.

Aucune copie de sauvegarde ne sera acceptée par un autre service que celui de la cellule des marchés publics.

Le pouvoir adjudicateur se dégage de toute responsabilité en cas de dépôt des copies de sauvegarde en dehors des créneaux horaires spécifiés dans le présent règlement de la consultation et/ou dans un autre service que celui de la cellule des marchés publics.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers doivent être transmis dans des formats largement disponibles.

L'utilisation de fichiers au format compressé (zip) est fortement déconseillée, afin d'éviter tout risque d'inexploitabilité susceptible d'entraîner le rejet de l'offre.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les documents doivent être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fait l'objet d'un archivage de sécurité et est réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en est alors informé.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite.

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 8 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution de l'accord-cadre

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
PRIX (total des loyers € TTC)	95 points
DEVELOPPEMENT DURABLE (proposition d'un taux de financement préférentiel si l'objet du financement porte sur un bien / un service répondant à des critères environnementaux ou de durabilité)	5 points

Le **marché subséquent fictif** (qui porte sur le financement par crédit-bail de 35 fauteuils de repos avec leurs accessoires pour le Centre hospitalier de Valenciennes), sur la base duquel seront sélectionnés les participants de l'accord-cadre, ne sera pas notifié.

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur /100.

7.3 - Attribution des marchés subséquents

Si le financement porte sur un bien / un service répondant à des critères environnementaux ou de durabilité :

Critères	Pondération
PRIX (total des loyers € TTC)	95 points
DEVELOPPEMENT DURABLE (proposition d'un taux de financement préférentiel si l'objet du financement porte sur un bien / un service répondant à des critères environnementaux ou de durabilité)	5 points

Si le financement ne porte pas sur un bien / un service répondant à des critères environnementaux ou de durabilité :

Critères	Pondération
PRIX (total des loyers € TTC)	100 points

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur /100.

Pour chaque marché subséquent, il sera précisé sur la première page de la lettre de consultation si le bien / le service à financer répond à ses critères environnementaux ou de durabilité.

7.4 - Suite à donner à la consultation

Le candidat attributaire de l'accord-cadre sera donc retenu à titre provisoire en attendant la production des certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, qui seront à nouveau demandés lors de l'attribution d'un marché subséquent. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 8 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier de consultation des entreprises (DCE) ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE

5, rue Geoffroy Saint-Hilaire
59014 LILLE CEDEX CS 62039

Tél : 03 59 54 23 42

Télécopie : 03 59 54 24 45

Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

** Coordonnées identiques, pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours.*

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du code de justice administrative (CJA) ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet : www.telerecours.fr

L'organe chargé des procédures de médiation est :

COMITE CONSULTATIF INTERREGIONAL DE REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS OU LITIGES RELATIFS AUX MARCHES PUBLICS DE NANCY

Préfecture de Meurthe et Moselle
1, rue du préfet Claude Erignac
54000 NANCY

Tél. : 03 83 34 25 65

Mail. : caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr